

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1777

Artikel: L'OMC bouc émissaire : la réalité des négociations en cours (cycle de Doha) ne correspond pas à la caricature qu'on fait
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012469>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'OMC bouc émissaire

La réalité des négociations en cours (cycle de Doha) ne correspond pas à la caricature qu'on en fait

Albert Tille (24 avril 2008)

Pour résoudre la crise alimentaire, il faut dessaisir l'OMC du dossier agricole et le confier à l'ONU. C'est ce qu'affirme péremptoirement un spécialiste français de l'agriculture (*Le Temps* 21 avril). Le libéralisme prôné par l'OMC aurait donc détruit l'agriculture vivrière du tiers monde et conduit sa population à la famine. Cette image caricaturale nécessite de sérieuses retouches.

Il y a d'abord une erreur historique. La diminution des cultures vivrières au profit du café ou de la banane est un phénomène vieux comme la colonisation, alors que l'amorce de libéralisation agricole de l'OMC n'a guère plus de 15 ans. Les taxes à la frontière ont été progressivement réduites de 15%. La protection agricole, souvent très élevée, subsiste donc à 85%. En revanche les subventions à l'exportation pratiquées par les pays riches, qui leur permettent de déverser leurs excédents à bas prix dans le tiers monde, ont dû être diminuées de 36%.

La seconde étape de libéralisation est en négociation depuis sept ans. Après des décennies d'abaissement tarifaires pour les seuls produits manufacturés, la Nouvelle Zélande, le Brésil et autres pays agricoles exercent une forte pression sur les pays industriels pour obtenir à leur tour des avantages par un meilleur accès au marché pour leurs produits. On peut comprendre leurs exigences. Mais la négociation, dite de Doha, a posé d'emblée le principe d'un système de libéralisation différenciée, favorable aux pays du sud. Frappés durement par la crise alimentaire, ces pays ont aujourd'hui de solides arguments pour faire triompher le principe de l'asymétrie des sacrifices. Ils peuvent réclamer le maintien d'une large protection de leur agriculture. D'autre part, il est déjà acquis que les aides à l'exportation des pays riches seraient totalement abolies. L'agriculture du tiers monde a donc un intérêt direct au succès des négociations sur le commerce international.

Un accord à l'OMC, même idéalement favorable aux pays les moins avancés, ne serait évidemment pas suffisant pour surmonter la crise alimentaire. Le programme alimentaire mondial de l'ONU a besoin cette année d'une rallonge de 760 millions de dollars pour combattre la famine. La Banque mondiale annonce qu'elle va réorienter son aide au développement vers l'agriculture largement délaissée ces dernières années. Il conviendrait également de mettre sur pied des accords de stabilisation du cours des matières premières du type de ceux envisagés par la CNUCED dans les années septante, mais qui ont mal fonctionné. Le dernier en date, celui sur le cacao, est mort il y a six ans. Les lents mécanismes des organisations internationales se mettent donc en marche pour résoudre la crise alimentaire. Mais faire de l'OMC le bouc émissaire des malheurs de la planète et l'exclure de la stratégie qui s'amorce ne ferait que de diminuer l'efficacité du combat contre la faim.